

La plupart des réfugiés du camp de Dal Hamiyya viennent de Homs



Photo: Charlotte Bruneau

Des camps de réfugiés fantômes

L'Etat libanais refuse de mettre en place des structures d'accueil des réfugiés syriens. Leur misère devient un filon économique pour d'autres

Depuis l'explosion du 19 octobre à Beyrouth, on parle d'une contamination du Liban par la guerre syrienne. Pourtant, celle-ci s'y fait sentir depuis des mois, à travers les milliers de Syriens qui affluent vers le pays du Cèdre.

Arrivée il y a à peine quelques jours, Wafa'a est au centre de l'attention. Assise au milieu de la tente, elle donne des nouvelles de Baba Amr, le quartier de Homs duquel la plupart des Syriens du camp de Dal Hamiyya sont issus. Avides de briser un peu l'ennui des jours d'inactivité forcée, femmes et enfants ajoutent les nouveaux récits de destruction, de fuite et de guerre à leurs propres histoires, donnant vie à une nouvelle identité collective, celle de réfugiés syriens du Liban.

Les histoires commencent le jour du départ, après la destruction d'une maison, la perte d'un proche ou simplement la certitude que les choses n'allaient qu'empirer. L'histoire du trajet vers le Liban est celle d'un calvaire. Baba Amr étant l'un des premiers quartiers à avoir été bombardé par Damas fin 2011, ses habitants ont peur des rencontres de chemin avec l'armée syrienne. De nombreuses familles ont perdu leur argent en route, entre le prix faramineux du transport en taxi (jusqu'à 500 euros) et les innombrables check-points de l'armée syrienne, où il faut acheter, discrètement, son droit de fuir.

Wafa'a et sa famille y ont dépensé environ 400 euros. Ils se retrouvent fauchés à Dal Hamiyya, néanmoins contents de revoir tel voisin ou cousin, au Liban depuis parfois plusieurs mois.

C'est au tour de Wafa'a, ensuite, de poser des questions quant à la marche à suivre au Liban, pays qui ne reconnaît pas le statut de réfugié, ni n'autorise la mise en place de camps officiels. Pour comprendre, retour soixante-quatre ans en arrière, du temps de la Nakba palestinienne et ses vagues successives de réfugiés palestiniens.

Le système constitutionnel libanais est basé sur le confessionnalisme politique. En théorie, chaque communauté religieuse, qu'elle soit chrétienne maronite, chiite ou sunnite, détient une partie du pouvoir politique relative à sa taille démographique. Or, vers la moitié du XX^e siècle déjà, les chrétiens libanais perdaient leur majorité démographique d'antan et la peur d'une consécutive perte de pouvoir politique fut exacerbée par l'arrivée de vagues successives de réfugiés palestiniens, majoritairement sunnites.

Risque d'étincelle

A ceci s'ajoutèrent d'autres facteurs, autant idéologiques qu'économiques, finissant par faire germer une guerre civile qui dura quinze ans. Aujourd'hui, la question des réfugiés palestiniens n'est toujours pas réglée, et bon nombre d'entre eux restent cloîtrés dans des camps, sans documents d'identité.

Du coup, comment imaginer que les réfugiés irakiens de 2003 ou les Syriens d'aujourd'hui aient droit à une reconnaissance légale en bonne et due forme?

Le gouvernement fait donc l'auto-accuse la Syrie de l'attentat contre le chef des renseignements de la police, Wissam Hassan. Les différents partis politiques ne risqueront pas une polémique sur les ré-

fugiés à un moment où toute question traitant de la Syrie risque de faire étincelle, le tout dans un contexte économique difficile.

Néanmoins, qu'on veuille le voir ou pas, ils sont bien là. Il y a, aujourd'hui, plus de 85.000 Syriens enregistrés auprès du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Cette inscription donne accès aux aides alimentaires et à la couverture de frais médicaux et scolaires. Néanmoins, les chiffres du HCR doivent être multipliés au moins par trois. Certains Syriens sont assez aisés pour se permettre de prendre en charge leurs propres besoins. Les nombreux autres sont souvent trop loin des bureaux du HCR à Beyrouth, ou bien sont entrés au Liban clandestinement. Ceux-ci doivent trouver d'autres solutions.

« Environ 6.000 familles sont actuellement bénéficiaires de Caritas Liban », explique François Large, coordinateur des projets au Moyen-Orient et en Afrique de l'Est de Caritas Luxembourg.

« Notre pays phare étant le Liban, nous y finançons et mettons en œuvre des projets depuis 1990. Actuellement, nous aidons les familles les plus démunies à se préparer à l'approche de l'hiver, surtout celles qui n'ont pas d'opportunités de travail. En plus de la rénovation d'anciens bâtiments et de la prise en charge de loyers, nous projetons de remplacer les tentes dans les camps par des structures en bois étanches qui permettront d'y installer le chauffage. » Bien que la situation des réfugiés syriens au Liban soit de plus en plus critique, François Large rappelle également « le million de déplacés internes en Syrie, dont les besoins sont tout aussi urgents mais auxquels l'accès est souvent plus difficile. »

Des camps nés de facto

Alors que l'Etat libanais n'autorise pas la construction de camps de réfugiés, certains propriétaires ont permis à des familles syriennes

d'ériger des tentes sur leurs terrains privés, comme à Dal Hamiyya. Vu l'absence d'encadrement officiel de ces camps de fortune, il s'y est créé tout un réseau d'exploitation autant humaine qu'économique.

Tout d'abord, les propriétaires louent l'emplacement pour une tente à raison d'environ 135 euros pour trois mois. Ensuite, ces mêmes propriétaires vendent aux réfugiés, non seulement le matériel de construction de la tente, mais aussi l'eau et l'électricité, disponibles par intermittence.

En général, les réfugiés sont traités comme du bétail et sont « frappés quand ils ne sont pas sages », explique Samar, une des assistantes sociales de Caritas Liban. « Cela n'arriverait pas si l'Etat avait autorisé la construction de camps supervisés par le HCR ou d'autres agences humanitaires. » De plus, il est difficile pour les organisations de travailler dans ces conditions, puisque l'accès aux camps ainsi que l'amélioration des infrastructures restent dépendants du bon vouloir du propriétaire du terrain.

Malgré des conditions de vie déplorables, beaucoup de Syriens choisissent le Liban comme destination quand des hommes de la famille avaient l'habitude de venir y travailler pendant la saison des récoltes agricoles. « Mais les salaires ne sont plus les mêmes », s'inquiète Kafia, la belle-sœur de Wafa'a. « Avant, un Syrien gagnait 40.000 livres libanaises (20 euros) par jour. Aujourd'hui, ils sont tellement nombreux qu'une journée de travail n'est payée que 10.000 livres (5 euros). En plus, il faut donner 10% à celui qui vient chercher les hommes et leur trouve du travail. »

Ahmed est le seul homme parmi les femmes et les enfants. Il a déserté l'armée syrienne il y a plusieurs mois pour venir se faire oublier au Liban. « Je ne pouvais pas servir dans une armée qui m'obligerait à me battre contre les miens. Si je me fais contrôler par les autorités libanaises en dehors du camp, ils

verront que mes papiers ne sont pas en règle et je risque soit la prison, ou bien, pire, l'expulsion vers la Syrie. »

Les yeux rougis d'ennui, Ahmed fait réfléchir aux jeunes hommes dans son cas qui risquent, par manque de solutions, de recourir à des activités plus ou moins criminelles afin de subvenir à leurs besoins. La situation est d'ailleurs similaire pour les enfants des camps.

« Alors que dans les camps en Jordanie et en Turquie, des écoles ont pu être mises en place pour la rentrée scolaire, ce n'est pas le cas au Liban. Bien que le gouvernement ait annoncé que les enfants syriens étaient les bienvenus dans les écoles libanaises, seule une minorité aisée a pu être scolarisée », explique Dana Sleiman, porte-parole de l'HCR à Beyrouth. « Tout d'abord, la langue de scolarisation au Liban est le français ou l'anglais, tandis que les cours en Syrie étaient tous en arabe. Cela crée un barrage linguistique. » Ensuite, certaines familles ne peuvent même pas prendre en charge les frais de transport. Pour un grand nombre d'enfants, cette année scolaire est la deuxième qu'ils ratent et beaucoup se sont mis à travailler ou ont appris à ne rien faire.

L'Histoire se répétera-t-elle?

Les camps de réfugiés palestiniens du Liban sont devenus des zones de non-droit, de trafic d'armes et de drogues parmi une population sans véritables perspectives. Sans un encadrement effectif de la part de l'Etat libanais, les efforts des organisations humanitaires auprès des réfugiés syriens risquent de ne pas suffire à éviter les mêmes erreurs.

DE NOTRE CORRESPONDANTE AU LIBAN, CHARLOTTE BRUNEAU

* Pour aider Caritas à améliorer les infrastructures d'accueil des réfugiés syriens au Liban, vous pouvez faire un don:

LU34 111 0000 2020 0000 / CCPL / mention « Syrie »